

Questions orales

Cependant, pour répéter la réponse que j'ai donnée tout à l'heure, le but du Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense est justement d'aider les entreprises à faire cette transition, et j'encourage la députée à travailler avec la société MuRata Erie pour voir s'il y aurait une possibilité qu'elle reçoive une aide financière du gouvernement fédéral.

* * *

L'EMPLOI

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Madame la Présidente, ma question s'adresse au premier ministre suppléant.

À Winnipeg et dans pratiquement toutes les grandes villes canadiennes, il y a des listes d'attente qui remontent parfois à deux ans ou plus et qui renferment les noms de Canadiens qui veulent avoir accès à des programmes de formation afin de pouvoir se trouver un emploi.

En dépit de cette situation, le gouvernement a réduit de 100 millions de dollars le budget de sa Planification de l'emploi, après avoir déjà fait une compression de 100 millions de dollars l'an dernier relativement à l'aide accordée aux personnes handicapées, aux immigrants et aux assistés sociaux.

Le coprésident de la Commission canadienne de mise en valeur de la main-d'oeuvre a déclaré que ces décisions vont à l'encontre de la politique gouvernementale visant à améliorer la compétitivité globale. Quelles mesures précises le gouvernement va-t-il prendre pour éliminer ces listes d'attente et fournir des emplois aux Canadiens?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame la Présidente, il est inconcevable que des députés puissent se lever en Chambre et faire croire aux Canadiens et aux chômeurs que le gouvernement consacre moins d'argent qu'auparavant à la formation. Il faut que la population sache que le parti politique d'en face s'est opposé au gouvernement lorsque celui-ci a proposé de consacrer plus de fonds à la formation des Canadiens en chômage.

En fait, nous avons cette année augmenté de 300 millions de dollars le budget global consacré à la formation. Cela signifie que 1,8 milliard de dollars seront affectés à la formation des chômeurs, par l'entremise de fonds d'assurance-chômage.

Par conséquent, si le député essaie d'insinuer que nous faisons moins qu'auparavant, il ne dit pas la vérité.

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Ma question supplémentaire s'adresse au même ministre.

Il ne faut pas oublier qu'il y a actuellement 1,5 million de chômeurs au Canada. Ce nombre est plus élevé qu'auparavant et moins d'argent est dépensé par personne.

Dans son dernier discours du Trône, le gouvernement fédéral a déclaré, et je cite: «Les gouvernements seront invités à réfléchir sur la nécessité d'intégrer à notre mentalité la valorisation du savoir pour donner aux Canadiens et aux Canadiennes les moyens de contribuer à la prospérité et d'en profiter pleinement.»

Comment une compression de 200 millions de dollars au chapitre de la formation, qui s'ajoute à une réduction de 250 millions de dollars de l'aide accordée aux collèges et universités, au maintien de la TPS sur les livres et autres outils d'apprentissage, à la décision d'ajouter six mois d'intérêt aux prêts d'étudiants et à la réduction de 66 millions de dollars, depuis 1985, du fonds pour le Programme Emploi d'été/Expérience de travail—comment toutes ces mesures vont-elles améliorer la compétitivité, hausser la productivité et favoriser la valorisation du savoir?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame la Présidente, les libéraux récidivent encore une fois: ils voudraient qu'on augmente le déficit, qu'on hypothèque l'avenir des Canadiens ou alors qu'on augmente les impôts, dans la pure tradition libérale.

Le Canada consacre près de 50 milliards de dollars par année à l'enseignement et à la formation. Un seul pays au monde, le Danemark, dépense un peu plus. Pourtant, lorsque nous examinons la situation, nous constatons que nous perdons du terrain face à nos concurrents sur la scène internationale.

L'initiative en matière de prospérité vise à faire en sorte que les intervenants au sein de l'économie, les enseignants, les particuliers, les syndicats, les milieux d'affaires et les gouvernements collaborent afin d'élaborer un plan d'action qui améliorera le rendement de notre investissement. Nous consacrons suffisamment d'argent. Ce qu'il faut ce n'est pas dépenser plus, comme les Libéraux le souhaitent, mais bien dépenser plus judicieusement.

* * *

LE REVENU NATIONAL

M. Rod Murphy (Churchill): Madame la Présidente, j'ai une question à poser au ministre du Revenu national.

Ces dernières semaines, j'ai transmis au ministre et à son ministère des documents décrivant l'emploi abusif et dangereux que font le Parti vert et le Parti réformiste du crédit d'impôt pour contributions politiques. Bien que nous défendions le droit des Canadiens de contribuer à la